

EN PARTENARIAT AVEC

I A C F

INSTITUT DES AVOCATS
CONSEILS FISCAUX



**32^{es} RENCONTRES
ANNUELLES**

PANORAMA FISCAL

2024/2025

**Lundi 27, mardi 28 et
mercredi 29 janvier 2025**

**HÔTEL LE MÉRIDIEN ÉTOILE PARIS
OU EN DISTANCIEL**



Une attestation vous sera remise
validant 21 heures de formation

**Suivez l'évolution
de ce programme**



www.efe.fr

“ Une conférence tournée
vers la pratique

“ Intervenants de grande qualité
qui n'hésitent pas à faire part
de leur analyse

“ Toujours au niveau de mes
attentes



Alain BARBOT

Responsable de l'Offre en Comptabilité - Fiscalité
abarbot@efe.fr

Le Panorama fiscal est l'Événement incontournable de chaque début d'année pour les acteurs de la fiscalité. Il fête cette année son 32^e anniversaire ! Depuis sa création, vous avez été plus de **6000 participants** à bénéficier de l'expertise et des commentaires des **membres du Conseil d'État** et d'éminents **avocats fiscalistes membres des commissions de l'IACF**, notre partenaire.

Cette année 2024 a été une nouvelle fois marquée par une forte activité jurisprudentielle sur la fiscalité des entreprises et des particuliers, dans la continuité des réformes engagées en France et en Europe.

Nous sommes ravis de vous accueillir cette année encore pour décrypter les **lois de Finances**, la riche **jurisprudence nationale et européenne** et les **derniers développements de la fiscalité internationale** !

Je vous donne rendez-vous les **lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 janvier 2025** pour trois jours d'analyses, d'échanges et de partages à l'hôtel Le Méridien Étoile Paris et à distance !

POUR QUI ?

- Fiscalistes
- Avocats et conseils
- Responsables juridiques et fiscaux
- Directeurs fiscaux
- Directeurs administratifs et financiers
- Directeurs et secrétaires généraux
- Responsables comptables et experts-comptables
- Notaires
- Gestionnaires de patrimoine



POURQUOI ?

- Bénéficier des commentaires de la **jurisprudence de l'année et de loi de Finances pour 2025** par les **membres du Conseil d'État** et des **praticiens de renom, membres des commissions de l'IACF**
- Ces **32^{es} rencontres** sont conçues sous forme **interactive** : vous avez la possibilité de poser des questions aux intervenants à tout moment et d'échanger avec vos pairs
- **Une documentation exhaustive** reprenant l'ensemble des textes et arrêts commentés au cours des trois journées vous sera remise en début de conférence sous format papier et pdf

LES ACQUIS

- **Mettre en place des schémas fiscaux sécurisés** qui tiennent compte de l'actualité fiscale législative et jurisprudentielle de l'année écoulée
- **Limiter et anticiper les risques de redressements** en fiscalité interne directe, en fiscalité internationale et en TVA
- Les acquis de la conférence ne seront pas évalués



Note de satisfaction

★★★★★ 4,6/5



Clair, précis, et diablement intéressant



Excellent



Intervenants de qualités - sujets pertinents - organisation très bonne

MATINÉE PRÉSIDÉE PAR :

**Philippe MARTIN**Président (H) de section | **CONSEIL D'ÉTAT**

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :

**Jérôme ARDOUIN**

Avocat Associé

EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS

**Olivier DAUCHEZ**

Avocat Associé

GIDE LOYRETTE NOUËL



AVEC LA PARTICIPATION DE :

Romain VICTORMaître des Requêtes, rapporteur public | **CONSEIL D'ÉTAT****Bruno GOUTHIERE**

Avocat Associé

CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS

**Laurent LECLERCQ**

Avocat Associé

FIDAL

Loi de Finances pour 2025**Actualité des conventions fiscales internationales****Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises**

- BOHINT-CVB-LUX -30 du 8 avril 2024 – Actualisation sur les méthodes d'élimination de la double imposition
- Article 182 A du CGI, la retenue à la source sur salaires s'applique-t-elle à un domicilié en France au sens du droit interne mais non-résident au sens conventionnel ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 février 2024 n°469771, Sté Axa Group Opérations
- Article 182 B du CGI, la retenue à la source sur les revenus non salariaux versés à des non-résidents est-elle compatible avec le principe de libre prestation de services ? CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2024 n° 468673, Sté Palomata
- Convention franco-tunisienne : la règle du butoir s'applique-t-elle aux crédits d'impôt relatifs aux redevances de brevet tunisiennes ? CE 9^e et 10^e ch. du 19 février 2024 n°469407 Sté Somfy

- Intégration fiscale : une société peut-elle imputer en France des pertes définitives d'une succursale européenne ? CE 8^e ch. et 3^e ch. du 26 avril 2024 n°466062 Spie Batignolles
- La retenue à la source de l'article 182 B du CGI s'applique-t-elle dans le cadre de l'article 238 A ? CE 8^e et 3^e ch. du 31 mai 2024 n°482470 SARL 5Com
- Cession de participation substantielle par un non-résident & prélèvement contraire au droit de l'UE : quel est le sort des commentaires administratifs ? CE 3^e ch. du 31 mai 2024 n°489370
- Emprunt intragroupe : quelles conséquences du refus de la déduction des intérêts en cas de montage artificiel ? CJUE 4 octobre 2024 aff C-585/22 c/Staatssecretaris van Financiën
- Détermination des crédits d'impôts prévus dans les conventions fiscales, quel apport de CE 8^e et 3^e ch. du 9 octobre 2024 n°472947, Sté BNP Paribas ?

APRÈS-MIDI AU CHOIX

14H15-17H45

TVA

OU

FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

APRÈS-MIDI PRÉSIDÉE PAR :

**Gilles BACHELIER**Président (H) de chambre | **CONSEIL D'ÉTAT****Marie-Astrid NICOLAZO de BARMON**Conseiller d'État | **CONSEIL D'ÉTAT**

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :

Gwenaël GAUTHIERAvocat Associé | **VATIRIS AVOCATS****Thibaut HENIQUE**Avocat Associé | **FIDAL**

APRÈS-MIDI PRÉSIDÉE PAR :

**Benoît BOHNERT**Président adjoint de la section des finances | **CONSEIL D'ÉTAT**

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :

Vincent AGULHONAvocat Associé | **DARROIS VILLEY****Richard FOISSAC**Avocat Associé | **CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS****Laurent CHATEL**Avocat Associé | **CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS****Loi de Finances pour 2025****Actualité communautaire, législative et réglementaire**

- BOI-TVA-AU-20 du 13 février 2024 : actualisation du groupe TVA
- BOI-TVA-CHAMP-20-50 du 5 juin 2024 : précisions administratives sur la taxation en France des locations de biens meubles à des non-assujettis hors UE
- Rép. Min. n°10669 du 12 mars 2024 : précisions sur le traitement des subventions exceptionnelles pour le calcul du rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- L'activité de membre du conseil d'administration d'une société entre-t-elle dans le champ de la TVA ? CJUE 21 décembre 2023 aff. 288/22
- Quelle application du taux réduit à certains établissements hôteliers ? CJUE du 8 février 2024 aff. 733/22 Valentina Heights EOOD
- Quelles exigences pour le droit à remboursement de la TVA d'amont ? CJUE du 16 mai 2024 aff. c-746/22 Slovenské Energetické Strojárne
- Exonération des droits de mutation sous condition de revente : à partir de quand l'engagement de revendre pris par l'acquéreur court-il ? Cass. com. 14 février 2024 n° 22-17.541
- No show qui s'en dédit, TVA à la sortie CE 8^e et 3^e ch. du 9 octobre 2024 n°472257 SAS Paris Hôtel Eiffel Suffren

Loi de Finances pour 2025**Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises**

- Exonération en cas d'engagement de revente : à partir de quand le délai commence t il à courir ? Cass. com. 14 février 2024 n°22-17.541
- TFPB : les aménagements ultérieurs d'un bien acquis en crédit-bail sont-ils exclus de la valeur locative minimale ? CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2024 n°473815 SAS Diagast
- Exonération de TFPB : l'action sociale d'un EPA en faveur de ses agents participe-t-elle de sa mission de service public ? CE 8^e et 3^e ch. du 18 mars 2024 n°472033
- TVA sur marge : quelle importance de la rédaction de la clause désignation ? CE 10^e et 9^e ch. du 2 avril 2024 n°466644
- La levée d'option d'un contrat de crédit-bail par une SCI entraîne-t-elle l'imposition de ses associés soumis à l'IS ? CE 8^e et 3^e ch. du 26 avril n°472855 CMM Finances
- Taxe 3% : une entité ne disposant pas d'actionnaire peut-elle revendiquer le bénéfice de l'exonération ? Cass. com. du 10 mai 2024 n°21-11.230

Fiscalité locale

- TSS : l'utilisation non exclusive d'un parking pour les locaux taxables fait-elle obstacle à son assujettissement ? CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2024 n°485702 Société Unibail Rodamco-Westfield
- Taxe communale sur la cession de terrains : quel droit de reprise ? CE 9^e et 10^e ch. du 11 juin 2024 n°469216, M et Mme O.
- Locaux non industriels : définition des parties principales CE 8^e et 3^e ch. du 26 avril 2024 n°476025 Warburg HIH invest 8^e et 3^e ch. du 14 octobre 2024 n°478130 – SCI Floriane

JOURNÉE PRÉSIDÉE PAR :

**Gilles BACHELIER**
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTATAVEC LA PARTICIPATION
EXCEPTIONNELLE DE :**Olivier FOUQUET**
Président (H) de section
CONSEIL D'ÉTAT**Pierre COLLIN**
Président adjoint de la
section du contentieux
CONSEIL D'ÉTAT**Magali DELAIRE**
Group Tax Vice President
BUREAU VERITAS**Hervé KRUGER**
Expert-comptable et commissaire
aux comptes | **MAZARS**ET LES MEMBRES
DU CONSEIL D'ÉTAT :**Benoît BOHNERT**
Président adjoint de la section des finances**Emilie BOKDAM-TOGNETTI**
Conseiller d'État**Marie-Astrid NICOLAZO
de BARMON**
Conseiller d'État**Céline GUIBÉ**
Maître des Requêtes, rapporteur public**Bastien LIGNEREUX**
Maître de requêtes, rapporteur public**Romain VICTOR**
Maître des Requêtes, rapporteur public**Charles-Emmanuel AIRY**
Maître des Requêtes, rapporteur public
CONSEIL D'ÉTATAVEC LES AVOCATS
MEMBRES DE L'IACF :**Stéphane AUSTRY**
Avocat Associé
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS**Charles MENARD**
Avocat Associé
EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS**Sandrine RUDEAUX**
Avocat Associé
DELOITTE SOCIÉTÉ D'AVOCATS**Laurent SAVARIN**
Avocat Associé
FISCAREA**Frédéric TEPER**
Avocat Associé
ARSENE TAXAND

ACTUALITÉ LÉGISLATIVE & RÉGLEMENTAIRE

Loi de Finances pour 2025

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES

9h-15h45 **BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET
COMMERCIAUX / IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

- Quel assouplissement du formalisme de l'option à l'IS d'une société de personnes à associé unique dès sa création ? CE 9^e et 10^e ch. du 5 février 2024 n°470324, Sté Climatech Services
- BOI-BIC-PVMV-30-10 du 3 avril 2024 : actualisation de la définition des titres de participation éligibles au régime du long terme
- BOI-IS-BASE -20-20 du 3 avril 2024 : calcul de la quote-part de frais et charge de 12% applicable aux plus-values de cession de titres de participation
- Financement intragroupe : quelles précisions apportées par le Conseil d'État sur la détermination du taux de pleine concurrence ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 avril 2024 n°471139 SAS GEII Rivoli Holding
- Les avocats associés de SEL peuvent-ils opter pour être assimilés à une EURL et assujettis à l'IS ? CE 8^e et 3^e ch. du 26 avril 2024 n°491673
- Le remboursement de frais par une SAS à sa mère, prévu par une convention de management, est-il un acte anormal de gestion ? CE 3^e et 8^e ch. du 26 avril 2024 n°458958, min. c/ SAS Kyowa Synchro Technology Europe (KSTE)
- Exonération des plus-values en fonction des recettes : comment apprécier les conditions pour l'associé d'une EARL ? CE 3^e et 8^e ch. du 30 avril 2024 n°454502
- Titre de participations : quelles nouvelles précisions inédites du Conseil d'État ? CE 9^e et 10^e ch. du 11 juin 2024 n°470721 Sté Agapes
- Taxe sur les salaires : les abandons de créance sont-ils exclus du calcul du rapport d'assujettissement ? CE 8^e et 3^e ch. du 17 juin 2024 n°474155 SA Blue Solutions
- BOI-IS-BASE-10-10 du 26 juin 2024 : régime des distributions au sein d'un groupe
- Abus de droit et financement intragroupe : quel traitement d'une société filiale française dans le cadre d'un montage jugé artificiel ? CE 8^e et 3^e du 23 juillet 2024 n°474666
- Abus de droit et régime mère fille : L'administration qui requalifie des opérations sans écarter aucun acte peut-elle mettre en œuvre la procédure de l'abus de droit ? CE 8^e et 3^e ch. du 23 juillet 2024 n°481894 Sté BNP Paribas

- Déduction de la CSG afférente à des plus values sur titres, une source de discrimination ? CE 8^e et 3^e ch. du 9 octobre 2024 n°495926
- Un groupe intégré dispose-t-il d'un délai spécial de réclamation ? CE 8^e et 3^e ch. du 9 octobre 2024 n°490195 Société HSBC

16h-17h30 **PROCÉDURES & CONTRÔLES FISCAUX**

- Quel rôle pour le juge de l'impôt dans l'application des règles de non-cumul des sanctions fiscales et pénales ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 février 2024 n°472284
- Une transaction fait-elle obstacle à de nouveaux chefs de rectification sur la même période ? CE 9^e et 10^e ch. du 5 février 2024 n°470616 min c/Sté CGI France
- La règle du délai raisonnable de recours s'applique-t-elle au contentieux judiciaire ? Cass. plén. du 8 mars 2024 n°21-12.560
- Quelles précisions apportées aux conditions de transmissibilité d'une QPC ? Cons. const. du 15 mars 2024 n°2023-1082 QPC, Sté Tupperware France c/ Urssaf de Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Une société peut-elle opposer à l'administration fiscale une erreur comptable délibérée sans qu'il y ait d'incidence sur l'actif net ? CE plén. Fisc 22 mars 2024 n°471089 Sté Jet Foncière
- Le contribuable qui a exercé l'option globale pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu peut-il y renoncer ultérieurement ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 avril 2024 n°490411
- Avis de mise en recouvrement : la notification d'une copie certifiée conforme de l'ampliation est-elle régulière ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 avril 2024 n°474968, Sté Atlas Négoce
- Quelle modalité de preuve l'administration doit-elle apporter pour la régularité de la notification par voie postale ? Cass. Com. 10 mai 2024 n°22-14.130
- Dans quelle mesure les requêtes parvenues au tribunal administratif hors délai ne sont-elles plus recevables ? CE sect. du 13 mai 2024 n°466541
- Dans quelles conditions l'administration peut-elle effectuer une vérification de comptabilité hors des locaux de l'entreprise ? CE 8^e et 3^e ch. du 31 mai 2024 n°488432

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

- Accueil des participants : 8h30
- Ouverture des débats : 9h
- Déjeuner de 12h30 à 14h
- Café - Networking de 15 minutes à 10h30 et à 15h45
- Clôture de la journée à 17h30

DROIT PATRIMONIAL

9H-12H30

MATINÉE PRÉSIDIÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LA PARTICIPATION DE :



Pierre CENAC
Notaire Associé | **C&C NOTAIRES**



Jean-François DESBUQUOIS
Avocat Associé | **FIDAL**



Thomas MAERTENS
Notaire Associé | **LACOURTE & ASSOCIÉS**

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- L'assurance vie souscrite après le divorce, mais financée avec des fonds communs, est-elle un acquêt ? Cass. 1^e civ. du 6 mars 2024 n° 22-15.411 F-D
- Mise à disposition gratuite de l'immeuble social à un associé : attention aux statuts ! Cass. 3^e civ. du 2 mai 2024, n° 22-24.503
- Comment démontrer le manifestement exagéré de primes d'assurance vie ? Cass. 1^e civ. du 2 mai 2024, n° 22-14.829, F-D
- Liquidation de communauté conjugale : à quelles conditions un époux peut-il demander la reprise d'une somme d'argent propre ? Cass. 1^e civ. du 2 mai 2024, n°22-12.238
- Quelle date d'appréciation de l'état du bien donné pour l'évaluation de sa valeur rapportable au partage successoral ? Cass. 1^e civ., 2 mai 2024, n°22-14.140
- Droit d'enregistrement : à partir de quand le délai de reprise court-il ? Cass. com. du 10 mai 2024 n°22-18.929
- Intérêts du prêt, coût d'achat, état du bien : quels nouveaux facteurs de l'équation « profit subsistant » ? Cass. 1^e civ. du 23 mai 2024 n°22-11.649
- L'avantage qu'un enfant retire de 12 ans de bail à prix minoré constitue-t-il une libéralité rapportable ? Cass. 1^e civ. du 12 juin 2024, n°22-19.569
- Solidarité ménagère et droit international privé : quelles articulations ? Cass. 1^e civ. du 12 juin 2024, n°22-17.231
- Le nu-proprétaire peut-il déduire les droits de donation payés par l'usufruitier donateur ? CE 8^e et 3^e ch. du 17 juin 2024 n°488488
- Quelle déductibilité d'un prêt souscrit par un dirigeant aux fins de financer un apport en compte courant à sa société ? CE 9^e et 10^e ch. du 11 juin 2024 n°471998
- Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens : de quelle manière est-il possible de revenir sur une renonciation ? Cass. com. du 19 juin 2024, n°22-15.851, FS-B
- Dans quelle mesure l'usufruitier de parts sociales peut-il contester la validité d'une décision d'AG ayant une incidence directe sur son droit de jouissance ? Cass. civ. 3^e du 11 juill. 2024, n° 23-10.013

FISCALITÉ PATRIMONIALE

14H-17H30

APRÈS-MIDI PRÉSIDIÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre | **CONSEIL D'ÉTAT**



Benoît BOHNERT
Président adjoint de la section des finances | **CONSEIL D'ÉTAT**



Romain VICTOR
Maître des Requêtes, rapporteur public | **CONSEIL D'ÉTAT**

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE L'IACF :



Éric CHARTIER
Avocat Associé | **ALTITUDE AVOCATS**



Philippe GOSSET
Avocat Associé | **CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS**



Valérie SEBBAG
Avocat Associée | **MAISON ECK**

Loi de Finances pour 2025**Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises**

- BOI-PAT-IFI-20-30 du 5 juin 2024 : Actualisation de l'IFI
- Dutreuil et engagement réputé acquis : par qui peut être exercée la fonction de direction postérieurement à la transmission ? Cass. com. du 24 janvier 2024 n° 22-10.413 FS-B
- Le gain lié à l'apport de titres souscrits en exercice de BSPCE bénéficie-t-il du sursis d'imposition ? CE 8^e et 3^e ch. du 5 février 2024 n° 476309
- ISF : des obligations remboursables en actions sont-elles des biens professionnels ? Cass. com. du 14 février 2024 n° 22-16.954
- Apport-cession de titres : le report est-il maintenu en cas de réinvestissement dans une société précédemment contrôlée ? CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2024 n°472835
- Paiement différé des droits de mutation par décès de biens recueillis en nue-proprété : l'option pour le paiement différé sans intérêts est-elle irrévocable ? Cass. com. du 13 mars 2024 n°22-16.190
- Pacte Dutreuil quelles précisions sur la méthode du faisceau d'indices en cas d'activité mixte ? Cass. com. du 13 mars 2024 n° 22-15.300
- ISF : une dette contestée postérieurement au 1^{er} janvier est-elle déductible ? Cass. com. du 4 avril 2024 n°22-19.335
- Abattement des dirigeants de PME : les conditions relatives au cédant s'apprécient-elles pour chaque époux isolément ? CE 3^e et 8^e ch. du 26 avril 2024 n°453014
- Parts ou actions de sociétés exonérées d'ISF : quelle appréciation de la condition d'activité ? Cass. com. 10 mai 2024 n°22-18.812
- Les gains latents d'une société de personnes sont-ils des revenus imposables servant au calcul du plafonnement de l'ISF ? Cass. com., du 10 mai 2024, n°22-18.988
- Quelles dépenses d'un dirigeant pour son entreprise revêtent un caractère patrimonial ? CE 9^e et 10^e ch. 11 juin 2024 n°471998
- La perte d'un avantage fiscal constitue-t-elle un dommage indemnisable ? Cass. civ. 2^e ch. du 30 mai 2024 n°22-16.275
- Cession d'un usufruit temporaire, le renouvellement est-il une première vente ? CE 8^e et 3^e ch. du 9 octobre 2024 n°490685
- Calcul du prix d'acquisition et abattement : la méthode du prix moyen pondéré d'acquisition de titres s'applique-t-elle en cas d'abattement ? CE 8^e et 3^e ch. du 23 juillet 2024 n°489305
- Démembrement et distributions de dividendes : quel sort d'une plus-value réalisée par une SCI dont les Titres sont démembrés ? Cour Cass 3^e ch. du 19 septembre 2024, n°22-18.687



EFE est une marque du groupe

ABILWAYS

**POUR VOUS INSCRIRE
SCANNEZ CE QR-CODE**

ou rendez-vous sur le site www.efe.fr



Vous recevez cette information de la part de EFE (Groupe ABILWAYS).
Si vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations de la part du groupe ABILWAYS :
DPO - 18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris ou correctionbdd@abilways.com.

Rejoignez EFE sur LinkedIn



EFE - Edition Formation Entreprise

INFORMATIONS PRATIQUES

DATES ET LIEU DE LA CONFÉRENCE

Lundi 27, mardi 28 et mercredi 29 janvier 2025

Hôtel Le Méridien Étoile - Paris

81 Boulevard Gouvion Saint-Cyr, 75017 Paris

ou à distance

Une convocation vous sera transmise 10 jours avant la date de la conférence

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

EFE - Département formation

18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris

serviceclient@abilways.com - www.efe.fr - Tél. : 01 44 09 25 08

RENSEIGNEMENTS PROGRAMME

Posez vos questions à Alain BARBOT

Tél. : 07 77 28 49 33 • abarbot@abilways.com

PARTICIPATION (TVA 20 %)

TARIFS HT	NORMAL	EARLY*	IACF*
1 jour	1 195 € HT	1 075 € HT	795 € HT
2 jours	1 995 € HT	1 795 € HT	1 495 € HT
3 jours	2 695 € HT	2 425 € HT	1 895 € HT

* Tarif réservé aux membres de l'IACF sur justificatif, non cumulable avec toute autre réduction

Ces prix comprennent les déjeuners, les rafraîchissements et les documents remis pendant la conférence

les acteurs de
la compétence

Membre de la Fédération
Les acteurs de la Compétence

